

Notice explicative du formulaire de déclaration de la redevance prélèvement sur la ressource en eau – usage alimentation en eau potable

Ce document est émis par les agences de l'eau, établissements publics de l'État.

Les prélèvements dans la ressource contribuent à faire baisser le débit des cours d'eau et le niveau des nappes au détriment des usages de l'eau situés en aval et perturbent la vie aquatique. Ces prélèvements sont assujettis à une redevance, perçue par l'agence de l'eau et dont le dispositif est fixé par la LEMA dont voici [le lien](#).

Pour l'usage « alimentation en eau potable », le doublement du taux de la redevance s'applique lorsque le descriptif détaillé des réseaux ou le plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable n'ont pas été établis dans les délais prescrits. Ces obligations sont décrites sous [le lien](#).

1. Calcul de la redevance

La redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est assise sur le volume d'eau prélevé au cours d'une année.

Redevance (en €) = assiette (en m3) x tarif (en €/m3)

Assiette = Volume d'eau prélevé sur une année civile



À retenir : En cas de positionnement du dispositif de comptage à l'aval du dispositif de traitement d'eau potable, majoration de 10 %, à défaut d'une mesure du volume d'eau utilisé pour le lavage des filtres à partir des caractéristiques de l'installation.

2. Qui doit déclarer

Toute personne dont les activités entraînent un prélèvement dans la ressource en eau. Complétez, vérifiez, et n'oubliez pas de corriger si nécessaire les données préinscrites sur votre formulaire.



Rappel : Si vous n'avez pas prélevé au cours de l'année et que votre agence vous a adressé une déclaration, vous devez quand même la valider sur le site :

<https://teleservices.lesagencesdeleau.fr/>

3. Descriptif de la déclaration

The form is titled 'REDEVANCE POUR PRÉLÈVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU FORMULAIRE GÉNÉRAL COLLECTIVITES DECLARATION AU TITRE DE L'ANNEE 201...'. It contains several sections: 'DATE LIMITE DE RETOUR' (31/03/201...), 'DESTINATAIRE', 'CONCERNÉ' (SIRET, NAF), 'MODIFICATION INTERVENUE EN COURS D'ANNÉE', 'OBSERVATIONS', 'PERSONNE POUVANT FOURNIR DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES', and 'NOM ET PRÉNOM DU SIGNATAIRE AUTORISÉ'. Numbered blue boxes (1-4) highlight specific areas: 1 points to the return date, 2 points to the modification section, 3 points to the observations section, and 4 points to the signature section.

1. Date limite de retour de votre déclaration : 31 mars de l'année suivant l'année d'activité (Art. L.213-11 du code de l'environnement), cachet de la poste faisant foi.

Pour toute déclaration retournée après cette date, votre redevance sera assortie **d'une majoration allant de 10% à 40%** et, le cas échéant, d'intérêts de retard selon les modalités prévues en matière d'impôt sur le revenu par le code général des impôts (Art. L.213-11-7).

2. En cas de transfert de compétence ou de changement juridique (SIRET, adresse...), indiquez les éléments relatifs à ces évolutions.

3. Indiquer vos observations sur les particularités des prélèvements de l'année.

4. Si envoi par la poste, dater et signer votre formulaire.



Reprise des déclarations : L'agence peut rectifier une insuffisance, une inexactitude, une omission ou une dissimulation dans les éléments servant de base au calcul des redevances, jusqu'à la fin de la troisième année qui suit celle au titre de laquelle la redevance est due ; elle vous adresse alors une proposition de rectification motivée de manière à vous permettre de formuler vos observations ou de faire connaître votre acceptation dans un délai de trente jours.

4. Comment remplir sa déclaration ?

Vérifier les caractéristiques de chaque compteur : la marque du dispositif, le type de dispositif, la date de dernière vérification ou mise en service, le coefficient de lecture, le débit d'installation. Dans le cas d'un traitement complet mettant en œuvre des eaux de process (notamment pour la filtration) vérifier le compteur aval traitement avec filtration.

Saisir le relevé d'index fin d'année et le volume mesuré dans le pavé « relevés des index des dispositifs ».

[Lien Légifrance](#) sur les données obligatoires à déclarer.



En cas de panne de compteur : Saisir les éléments dans le pavé « Incident ou Changement de dispositif ».

Panne supérieure à 1 mois : volume annuel calculé forfaitairement à partir des éléments de grandeurs caractéristiques de l'activité saisies dans le pavé « Caractéristiques de l'activité »

Panne inférieur 1 mois : volume estimé pendant la panne et déclaré par vos soins. À défaut calcul, par l'Agence, du volume au prorata temporis.



Rappel la vérification du compteur peut être réalisée par :

Échange du mécanisme de mesure ou remplacement du dispositif de mesure

Diagnostic de fonctionnement réalisé sur banc d'essai par un organisme accrédité COFRAC ou effectué sur site par un organisme habilité par l'Agence de l'eau. ([Lien vers la liste des organismes agréés](#))

Déclaration des volumes prélevés			
Concerne : _____			
Référence agence		Dispositifs de mesure	
Désignation			
Commune			
Nature de la ressource			
Usage de l'eau			
Points de prélèvement			
Caractéristiques des points de prélèvement			
Caractéristiques des dispositifs (mesure directe ou indirecte)			
Numéro constructeur			
Marque dispositif			
Type dispositif			
Date validation agence ou dispositif agréé mesure			
Date dernière vérification (ou mise en service)			
Type vérification			
Date de la prochaine vérification			
Coefficient de lecture			
Débit de l'installation : m³/h			
Compteur aval traitement avec filtration (hors traitement)			
Défaut de registre			
Installation non conforme			
Relevés des index des dispositifs			
Index de début d'année			
Index de fin d'année			
Volume mesuré (m³)			
Incident ou Changement de dispositif			
Date de l'arrêt			
Index début période d'arrêt			
Date reprise			
Index reprise			
Volume estimé pendant l'arrêt (voir notice)			

Date du changement de compteur ou diagnostic

Nouveaux indicateurs : la tenue d'un registre et l'installation non conforme

Saisie des relevés d'index en cas de panne de compteur

5. Cas particuliers : Impossibilité avérée de mesure

Dans le cas où l'agence a validé une impossibilité de mesure, remplir la partie caractéristique de l'activité(forfait) pour le ou les prélèvements bénéficiant de cet accord et l'activité qui est à l'origine des prélèvements effectués :

Déclarer le nombre d'habitants correspondant à la population totale majorée (ou population DGF) =

Population résultant du dernier recensement (majorée le cas échéant des accroissements de population) + 1 habitant/résidence secondaire + 1 habitant/place de caravane située sur une aire d'accueil des gens du voyage.

[Lien Légifrance](#)



Mémo des caractéristiques à déclarer :

Déclarer le volume d'eau acheté à d'autres services de distribution d'eau potable.

Déclarer le volume d'eau vendu et préciser dans le champ "observation" l'usage de cette eau (usage domestique, autres services d'eau potable ...)

Caractéristiques de l'activité (forfait)	
Distribution d'eau potable : population totale majorée	<input type="text"/>
Achat d'eau à un autre exploitant (m3)	<input type="text"/>
Vente d'eau à un autre exploitant (m3) (voir notice)	<input type="text"/>
Arrosage de terrains par apersion : ha arrosé	<input type="text"/>
Arrosage de terrain par un autre procédé : ha arrosé	<input type="text"/>
Production de neige artificielle : ha enneigé	<input type="text"/>
Volume estimé (m3)	<input type="text"/>

Déclarer le volume d'eau
 acheté à d'autres services
 de distribution d'eau
 potable

Déclarer le volume
 d'eau vendu et préciser
 dans le champ
 "observation" l'usage de
 cette eau (usage
 domestique, autres
 services d'eau potable
 ...)

6. Cas des Fontaines Patrimoniales

Vos services sont concernés par une ou plusieurs fontaine(s) patrimoniale(s), c'est-à-dire antérieure(s) à 1950, située(s) en zone de montagne. À ce titre, vous devez renseigner des informations complémentaires ;

Les fontaines patrimoniales (existantes avant 1950 et situées en zone de montagne) alimentées par votre/vos réseaux

CARACTÉRISTIQUES DU RÉSEAU			
Réseau :		1	

FONTAINES PATRIMONIALES EN ZONE DE MONTAGNE, EXISTANTES AVANT 1950			
Caractéristiques du réseau	Dispositif de comptage	Nombre	Volumes mesurés
Sans traitement chimique(*)	Fontaines équipées de compteur		
	Fontaines sans compteur	a	b
Avec traitement chimique(*)	Fontaines équipées de compteur		
	Fontaines sans compteur		

(*) Une eau est traitée chimiquement si ce traitement est réalisé par un dispositif d'injection automatique. Par opposition, un traitement manuel (berlingot javel par ex.) ne confère pas à l'eau le caractère d'eau traitée chimiquement.

1

Réseau de distribution : il s'agit du nom du schéma de distribution d'eau potable auquel est rattaché la/les Fontaine(s).

2

Les fontaines patrimoniales alimentées par le réseau : il s'agit, au sens de l'article L213-10-9 du code de l'environnement modifié par la Loi du 29 décembre 2015, des fontaines publiques existant avant 1950 et situées dans les communes classées en zone de montagne au sens du décret du 3 juin 1977. Les volumes de ces fontaines (mesurés ou plafonnés à 5 000 mètres cubes) sont assujettis ou exonérés de la redevance prélèvement selon les cas :

- Assujettissement des volumes destinés à l'alimentation des fontaines dont la ressource est classée en catégorie 2 (Zone de Répartition des Eaux – ZRE) au taux en vigueur pour l'usage « autres usages économiques »
- Exonération des volumes prélevés pour alimenter les fontaines dont la ressource est classée en catégorie 1 (Hors Zone de Répartition des Eaux – HZRE)

a

Il s'agit du nombre de fontaines patrimoniales avec ou sans traitement chimique et avec ou sans dispositif de comptage alimentant le réseau.

b

Il s'agit des volumes alimentant les fontaines patrimoniales. Ce volume n'est à renseigner que lorsque les fontaines sont équipées d'un dispositif de comptage.

Seules les fontaines existantes dont le caractère patrimonial est démontré par la collectivité seront prises en compte (par exemple à l'aide de photos datées précisant le nom et la localisation sur un schéma du réseau).

- (1) Arrêté du 2 mai 2007 (modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013) relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement.
- (2) Lorsque les prélèvements sont réalisés sur des ressources classées en ZRE, et qu'ils dépassent 2 millions de m³, la valeur du terme fixe de 65 est remplacée par 70